

## Fiche de recueil de contributions et propositions Grand Débat national Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOU



.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- Le mercredi 27 février à 18h à Albi, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- Le mercredi 27 février à 21h à Réalmont, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- Le jeudi 28 février à 18h à Castres, thème « démocratie et citoyenneté »
- Le jeudi 28 février à 21h à Brassac, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose :

- Suppression de la taxe d'habitation pour T.O.U.S., afin de respecter un engagement. Donner, c'est donner. Prendre c'est voler.
- Renforcer les contrôles sur la fraude fiscale et sociale (fraudes aux ASSÉDÉS, SÉCURITÉ SOCIALE, etc...)  
Recupérer sur les successions les aides sociales (RSA, etc...)
- Suppression des subventions à la presse et à l'édition (200 millions d'euros)
- Maisons de service public dans les territoires les plus ruraux.
- Vote obligatoire - Non - aucun limitation nombre de mandats - réduire nombre des parlementaires - supprimer le C.F.R.E.
- laisser le temps au temps pour la transition écologique - pas de taxation carbone
- Abolir les privilèges des Maires jusqu'au Président de la Rep. Blignol en passant par les régions et les parlementaires (sauf tout les sénateurs)
- Mais j'ai bien conscience que demander aux Paris

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOU du royaume de France de renoncer à leurs privilèges

Renseignements : 05 63 71 29 23

[www.philippe-folliot.fr](http://www.philippe-folliot.fr)

[contact@philippe-folliot.fr](mailto:contact@philippe-folliot.fr)

c'est comme demander à la dinde d'applaudir à Noël.

Débat 27 février Albi thème la fiscalité et les dépenses publiques.

**la fiscalité : évolution du lien entre impôts, dépenses et services publics ;**

L'impôt est un mal ou un bien nécessaire, son but est de maintenir la cohésion sociale, de permettre le développement du pays et faciliter le bien-être de tous.

Il ne doit pas être le moyen **de dépenser sans considération, de dépenser sans aucun contrôle** ni contrepartie, il ne doit pas servir à éponger les gouffres creusés par des inconscients sous le regard complice de l'état ( SNCF, EDF,RATP, CREUSOT LOIRE, et des kyrielles d'autres organismes), il ne doit participer à entretenir une caste sociale de fonctionnaires attirés comme des mouches par un travail fictif ou inutile, il ne doit pas servir une frange cachée de la population qui ne veut rien foutre, elle est non négligeable et coûte des milliards, on ne parle pas des handicapés et vrais accidents du travail bien sûr). L'informatisation et la numérisation sont indispensables. La bureaucratie doit disparaître totalement de l'état et de la territoriale sans plus de délai.

Il faut chasser dans toute la fonction publique les postes inutiles y compris à l'éducation nationale.  
**Budget allemand 30% de moins qu'en France, profs mieux payés et résultats nettement plus brillants cherchez l'erreur!**

S'il faut protéger l'école il ne fallait pas embaucher des enseignants de peu de culture. Les Capes étaient utiles et les notes éliminatoires indispensables, et le niveau exigé jusqu'en 2010 était vital. Que devient notre pays! Il faut valoriser les salaires des enseignants les meilleurs obtenant des résultats. Il ne faut plus payer les 45000 enseignants planqués à la MGEN, MAIF, CASDEN et autres ou restant chez eux! Halte à cette mascarade.

La justice doit faire sa révolution, on n'est plus au 19ème siècle les grattes papier doivent disparaître, les notaires ont fait le job pas la fonction publique !

Les hôpitaux doivent considérer les aides soignants (es) et infirmiers (es) valoriser leurs salaires. Par contre il faut nettoyer par la baisse de la masse salariale les ARS et tous les organismes qui gravitent autour, le ménage est à faire aussi chez les hauts fonctionnaires.

L'armée doit réduire la voilure de ses mess et les privilèges des officiers supérieurs! Nos soldats n'ont pas vocation à griller dans le désert surtout quand on voit comment on a lâchement abandonné les Kurdes.

Il faut redéployer notre armée sur le territoire Français y compris outre mer et lui assigner la mission de nettoyage des zones de non-droit qui gangrène notre nation. L'économie souterraine dans ces zones doit être chassée sans relâche.

Oui à un développement de nos moyens , non à la gabegie généralisée dans les arsenaux.

La police doit être déchargée de la paperasserie qui la ronge elle doit être à l'action.

Les patrouilles sont à supprimer et les renseignements et la cybercriminalité sont à renforcer, la **présence sur le terrain avec sanction sur toutes les incivilités routières et autres est urgente.**

**Les sacrifices demandés doivent être respectés par les grands corps de l'état qui ne vivent pas dans le même monde que nous et qui n'en sont pas conscients.**

La fiscalité est à mettre à plat, le prélèvement sur les revenus des Français est trop élevé et la redistribution est discriminatoire et injuste.

**Tout revenu quel qu'il soit doit subir l'impôt, règle bafouée, ne serait-ce qu'un pour cent pour les prestations les plus basses (prélèvement à la source y compris sur les transferts sociaux, responsabilisons les gens) !**

**On ne peut pas tout demander comme le fait avec délectation l'état à la tranche des Français qui perçoivent entre deux fois et cinq fois le smic, cet acharnement Macronien devient obscène.**

**La csg doit être supprimée sur tous les salaires et retraites( impôt sur l'impôt scandale). Elle doit rester sur les placements les loyers et appliquée à toute transaction de l'art et toute transaction hors revenus du travail .**

**Les retraités n'ont plus à cotiser sur la crds leurs revenus doivent être net.**

**L'état s'est engagé dans la suppression de la taxe d'habitation il va au bout pour tous sauf pour les résidences secondaires.**

La fiscalité à travers l'impôt sur les revenus doit être sans failles, tous les revenus venant de France doivent subir l'impôt qu'ils soient payés en France ou à l'étranger ( cette loi même si elle va à l'encontre des conventions est urgente) , le moindre revenu doit être fiscalisé question d'honneur. Le taux de prélèvement de la cotisation d'assurance maladie pour les bénéficiaires à l'étranger doit être de 10 %.

**Tous les revenus y compris les gains à tous les jeux , ceux-ci supportant une taxe unique de 20%à 25%.**

Les Banques qui détournent des milliards dans les paradis fiscaux doivent être condamnées et taxées idem pour les assurances et trust internationaux à capitaux français. La fraude est une verrue majeure de la France, le blanchiment et l'argent sale doivent être traqué , dégraissons Bercy de ses énarques et dotons nous d'agents de terrain efficaces.

Les tranches de l'impôt sur le revenu doivent être progressives intégrant la perte de la csg supprimée, très basses jusqu'à 15000€ par personne (1%) de 15000€ à 25000€ par personne (5%) de 25000€ à 40000€ par personne (10%) etc jusqu'à 75000€ , ne pas pénaliser un conjoint ou conjointe sous prétexte que l'autre gagne trop ! Cette vision est lamentable et grave, le revenu est global, comment font les personnes âgées en couple qui paient 5000€ à deux pour aller dans un EPHAD . Il faut cesser de laisser les nantis de Bercy s'acharner sur le peuple des travailleurs et anciens travailleurs?

Au-delà de 75000€ et plus on monte plus la fiscalité doit être forte sans plafonnement.

Les salaires de certaines castes facilement identifiables sont indécents.

Supprimer la CSG sur les salaires, pensions et retraites c'est rendre un vrai pouvoir d'achat ( et non le folklore de 5 % sur les fruits et légumes , bidon).

Les Milliards à trouver sont dans :

- une fiscalité sur l'impôt sur le revenu réhaussée de façon progressive sans excès
- en taxant les avantages en nature , **tous** sans exceptions fiscalisés journalistes compris.
- Les niches fiscales doivent être supprimées **toutes**.
- Les primes diverses et variées toutes supprimées, elles sont toutes une incitation à la tricherie collectives et n'apportent rien à la transition écologique.\***

Les prestations sociales sont à revoir dans ce sens.

**La prime incite les vendeurs à monter les prix c'est une spécialité bien française de plus elles n'ouvrent aucun droit à la retraite pour ce qui travaillent.**

-en supprimant la csg(salaires, pensions, retraites on peut recourir à la hausse de la TVA à 20%

La fiscalité globale doit baisser elle est trop élevée et le rendu à la population dérisoire (routes non entretenues, hôpitaux mal gérés, niveau scolaire nul, réseau de Gaz défaillant, investissements foireux, développement armement non maîtrisé en coût et intervenants, gestion lamentable de l'audio visuel avec des salaires scandaleux, etc.), mais toujours plus e fonctionnaires ans les régions conseil départementaux et communaitése communes , les élus ne veulent pas comprendre !

L'état tous les corps constitués doivent baisser fortement leurs budgets de fonctionnement, toutes les officines de reclassement des politiques doivent disparaître. La nation n'a pas vocation à engraisser à vie un politique!

**Suppression de tous les avantages de quelque nature qu'ils soient 6 mois après le départ de la fonction y compris pour les présidents de la république. Mise en œuvre prioritaire.**

Les Français n'ont pas vocation à entretenir une caste qui se croit au-dessus de tout, cela suffit un élu qui est battu retourne au travail ou part à la retraite, il n'est surtout pas haut commissaire ou toute autre fonction, une fois pour toute on arrête ces passes droit surtout que les compétences sont rarement là.

Il n'appartient pas à l'état de booster le pouvoir d'achat autrement que par la réduction d'impôt ou du coût de ses services. le reste appartient aux entreprises et aux syndicats y compris pour les retraités ou l'attitude des syndicats ont la cfdt en tête est scandaleuse.

\* le système des primes est à banir.

Il faut mettre en place via les crédits municipaux ou autre officine existante ( ne pas créer encore un nouveau distributeur) des prêts à taux zéro. Ne pas dire il ne pourront pas rembourser , prélevez à la source sur les prestations svp!

Ces prêts sont à financer à 100% par les banques inscrites en France toutes et les assurances toutes, qui doivent abonder un fond collectif ainsi qu'une caisse de réassurance.

L'état n'avancera plus de fric et restera dans son rôle.

Les orientations pour l'écologie et la transition écologique doivent toutes être mises dans ce cadre, ainsi on contrôlera les prix des prestations et on s'assurera de l'absence d'abus .

Plus aucun prime!

\*\* Plus de prime salariale versée par l'état ,non content d'être des primes de racisme social , elle sont une négation économique.

Les syndicats négocient les salaires, si le temps partiel est trop faible en l'absence d'offre la prime est à verser par les assedic.

Dans le cadre du **grand débat national** et selon les souhaits du Président d'Emmanuel MACRON quelques appréciations de circonstance susceptibles de conforter les doléances de même nature exprimées par ailleurs...



**Les notions de « PROXIMITE » et de « REPRESENTATIVITE » de la citoyenneté méritent d'être redéfinies.**

Basée précédemment sur la durée de déplacement à cheval, la **notion de PROXIMITE** concerne exclusivement l'accès aux « **services au public proche de l'habitant** ». Un nouvel ordre prioritaire s'établit : ainsi les services de la Poste sont relayés par de nouvelles techniques de communication en perpétuelle croissance - par contre - les services médicaux, sociaux et scolaires ne répondent pas suffisamment aux besoins de la qualité de vie en milieu rural. **Ce constat mérite d'être rapidement pris en compte.**

**Les créations de l'INTERCOMMUNALITE et des REGIONS acquises par de la loi ne répondent pas à la REPRESENTATIVITE des citoyens qui en attendent moins de fonctionnement administratif.**

**Le premier niveau de proximité et de représentativité du citoyen est la Commune.** Préservons-là...sans la dissoudre lentement dans une intercommunalité démesurée qui anéantit la participation citoyenne et se pose en concurrence aux compétences du CONSEIL DEPARTEMENTAL.

**Les petites communes rurales prises dans le carcan de l'intercommunalité ne peuvent plus envisager de grands projets. Elles recèlent un patrimoine, une histoire incontournable depuis plusieurs siècles. Elles ont à cœur de le conserver et de le pérenniser. Elles constituent l'histoire de la France et un véritable « Musée vivant » où le passé est toujours nostalgique et le présent toujours attractif.**

## **Démocratie citoyenneté**

**Depuis 1875, le SENAT veille au contrôle et à l'évaluation des politiques publiques engagés par le Gouvernement.**

La personnalité des Sénateurs n'est pas en cause mais leurs missions nationales sont méconnues du grand public. Qu'en est-il exactement de cette Chambre Haute du Parlement où siègent 348 sénateurs pour contrôler le Gouvernement ? Ne peut-on pas réduire le nombre de ces Elus ou bien désigner en nombre réduit de hauts Commissaires de la République pour assurer ces fonctions et alléger le coût de cette mission régaliennne. **Ce constat n'est pas nouveau.** Voici près de 50 ans, le Général De GAULLE avait préparé la réforme du Sénat sans pour autant renoncer à la mission de contrôler et évaluer les politiques publiques du Gouvernement. N'est-ce pas le moment de revoir cette réforme susceptible à priori de réduire la charge administrative de l'Etat et les dépenses qui en découlent.



## Administration Financière des Communes et des départements.

Actuellement, un nombre élevé de ces structures sont pointées en surendettement. Leur fonctionnement est neutralisé par des charges financières importantes.

Cette situation porte atteinte à l'épanouissement de la commune ou du département concerné sans l'avis et généralement à l'insu des citoyens.

**Ne serait-il pas préférable de l'éviter en instaurant des ratios prudentiels susceptibles de mieux assister le Conseil Municipal lors de l'élaboration du budget. Certes la Cour des comptes dénonce cette anomalie mais à posteriori en instaurant des contraintes de gestion notamment par l'obligation d'augmenter la fiscalité.**



## Participation démocratique

Les citoyens demandent au Gouvernement une participation plus démocratique. La réglementation de la V<sup>o</sup>République (depuis 1958) le permet par le vote.

**En s'abstenant de voter le citoyen perd donc involontairement sa participation au débat national et son expression civique.**

En conséquence, si la loi électorale était revue en incorporant d'une part le vote obligatoire (sans sanction), la reconnaissance du vote blanc et la proportionnalité, la participation démocratique en serait honorée.

Le « vote blanc » est en effet une troisième expression qui mérite d'être reconnu. Le désintéressement des électeurs provient notamment du choix souvent trop restrictif. Le **vote blanc** a sa signification au même titre que le **oui** OU le **non**.



## Le désendettement de l'ETAT.

**L'endettement de la France atteint près de 100% de la richesse produite annuellement alors que la recommandation prudentielle préconise de ne pas dépasser 60%.**

La situation actuelle est donc dangereuse pour les citoyens qui risquent d'être appelés par nécessité de SOLIDARITE NATIONALE – voir l'histoire passée.

Comment y parvenir avant la « remontée des taux d'intérêt » de la dette qui en augmenterait la charge financière déjà très élevée !!!

En terme financier deux actions classiques et connues peuvent être menées de front pour atteindre la meilleure efficacité des actions l'une en augmentant les recettes l'autre en diminuant les dépenses.

**L'augmentation des recettes de l'Etat** par la fiscalité est rejetée par les citoyens.

L'ETAT possède un patrimoine immobilier et financier considérable qui recèle des recettes potentielles. Certaines participations financières stratégiques et certains biens immobiliers non utilisés méritent être cédés POUR procurer des recettes immédiates.

La réduction des structures administratives de l'Etat et la réduction de la masse salariale de l'Etat constituent par leur importance budgétaire une réponse immédiate à explorer comme indiqué précédemment.

## Sécurité routière

La sécurité routière dépend de plusieurs éléments notamment de la vitesse qui exige une plus grande maîtrise du conducteur et de l'état des routes qui conditionne la bonne tenue du véhicule.

En conséquence, il appartient aux services départementaux de la voirie de délimiter les zones à risques plus élevés en prenant en compte la cadence des accidents sur certaines portions de route.

La panoplie des panneaux de signalisation est suffisante pour alerter les conducteurs en fonction des dangers de la route plutôt que de limiter uniformément la vitesse à 80Kms au lieu de 90 ou 70 si nécessaire.



## Règlementation électorale des petites communes.

Suite à l'élection partielle qui vient de se dérouler dans une petite commune rurale de moins de 100 habitants pour renouveler le maire décédé, le code général des collectivités territoriales en vigueur a-t-il servi la solidarité citoyenne de la Commune ?

**Cette élection a nécessité deux tours de scrutin pour élire deux nouveaux conseillers municipaux sans provoquer ni l'élan ni l'intérêt électoral !! Ce type d'élection risque de ranimer un climat délétère rampant insupportable qui existe dans nos petites communes. Ne peut-on pas envisager le statut quo en de tels cas ou bien coopter le ou les candidats de la précédente élection municipale.**

**Confions aux juristes la mission d'écrire un code électoral plus pratique.**

**Fiche de recueil de contributions et propositions**  
**Grand Débat national**  
**Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT**



Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- ➔ Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmon**, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « démocratie et citoyenneté »
- Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose :

Je propose une transparence des dépenses publiques et l'application des règles fiscales déjà existantes.

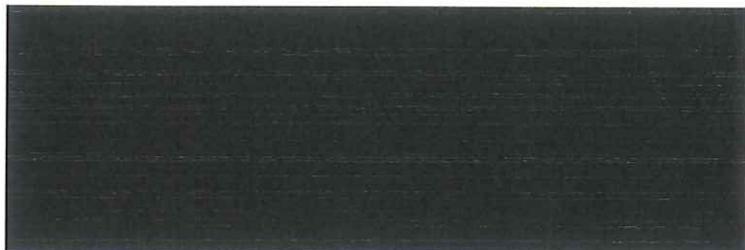
Nous sommes tous redevables auprès de l'État de bénéficier de services publics. Nous devons tous y contribuer à hauteur de nos possessions (pourquoi pas un travail d'intérêt public, léger en poids horaire, pour remplacer un impôt pour les faibles revenus).

Nous devons établir des règles strictes et s'y tenir car la nature humaine fait que les manigances et conflits d'intérêts ne sont évitables que par la vigilance de tous autour de règles communes.

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT



## Fiche de recueil de contributions et propositions Grand Débat national Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT



.....  
.....  
.....  
.....

### Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- 📌 Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- 📌 Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmont**, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- 📌 Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « démocratie et citoyenneté »
- 📌 Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « la transition écologique »

### Je contribue, je propose :

- 1) Nat. socialiser les entreprises exerçant une mission de service public. dégageant des bénéfices. A minima, ne pas vendre les services publics rentables.
- 2) Accélérer de chercher à tout prix à faire des économies sur les dépenses publiques.
- 3) Supprimer le CICE.
- 4) lancer un grand plan d'investissement pour la transition écologique et solidaire.
- 5) Lutter plus fortement contre la fraude fiscale en renforçant les moyens des services de l'état compétents.
- 6) Revoir les régimes des niches fiscales.

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT



## Fiche de recueil de contributions et propositions Grand Débat national Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Commune.....  
Téléphone.....  
Mail.....

### Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- 👉 Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- 👉 Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmon**, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- 👉 Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « démocratie et citoyenneté »
- 👉 Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « la transition écologique »

### Je contribue, je propose :

- Lutter contre l'évasion fiscale  
- Augmenter les tranches fiscales  
- Obliger les patients des pays du Golfe à payer les soins dispensés pour les graves maladies (cancers etc.) avant de rentrer dans leur pays afin de ne pas faire voter S. Sociale.  
- Veiller à une bonne répartition des médecins généralistes sur tout le territoire.  
- Faire de sorte que <sup>le salaire</sup> ~~des~~ travail permette à chacun de nous de vivre décemment et non de vivre chichement.  
- Supprimer la C.S.G. sur les retraités  
- Augmenter les petites retraites - les mettre au S.M.I.C

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT

## Fiche de recueil de contributions et propositions Grand Débat national Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Commune.....  
Téléphone.....  
Mail.....

### Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « *la fiscalité et les dépenses publiques* »
- Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmon**, thème « *l'organisation de l'État et des services publics* »
- Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « *démocratie et citoyenneté* »
- Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « *la transition écologique* »

### Je contribue, je propose :

*Je pense que ce débat ne servira à pas grand chose  
Car le Roi n'en a rien à faire des peuples  
il nous méprise*

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT

Au S... ?

www.granddebat.fr

**Fiche de recueil de contributions et propositions**  
**Grand Débat national**  
**Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT**



.....  
.....  
.....  
.....

Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmont**, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « démocratie et citoyenneté »
- Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose :

..... Réduire la dépense publique  
..... des effets aux niveaux de collectivités  
..... locales, territoriales.

..... Compte tenu de la représentativité  
..... de votre groupe, à l'issue du grand  
..... débat, j'espère que la notion d'effets  
..... sera prise en compte par les élus.  
..... En effet, au-delà des fantasmes et  
..... des critiques sans fondement, je pense  
..... qu'il est temps de rendre compte  
..... et de prendre exemple sur d'autres pays  
..... d'Europe sur les dépenses des élus.

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT

**Fiche de recueil de contributions et propositions**  
**Grand Débat national**  
**Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT**



Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

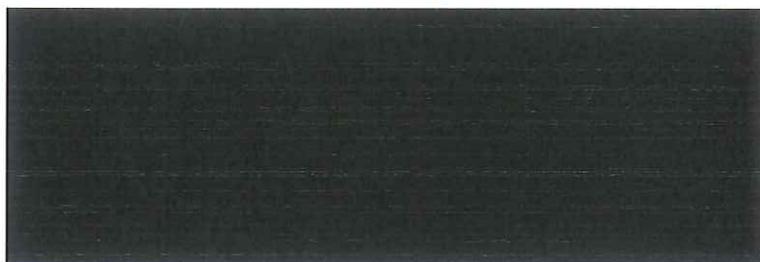
- 📌 Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- 📌 Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmont**, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- 📌 Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « démocratie et citoyenneté »
- 📌 Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose :

- Imposer une non augmentation de la taxe foncière aux collectivités territoriales
- Réduire l'impôt sur le revenu
- Prendre des mesures contre les domiciles fiscaux à l'étranger à hauts revenus (joueurs de tennis, chanteurs, comédiens, - - -)
- diviser par 2 le nombre de conseillers départementaux et régionaux

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT

## Fiche de recueil de contributions et propositions Grand Débat national Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT



.....  
.....  
.....  
.....

Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- Le mercredi 27 février à 18h à **Albi**, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- Le mercredi 27 février à 21h à **Réalmon**, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- Le jeudi 28 février à 18h à **Castres**, thème « démocratie et citoyenneté »
- Le jeudi 28 février à 21h à **Brassac**, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose : Pour une vision d'avenir aux 101 ans (1/3 des Français veulent ou souhaitent être 101 ans)

- (1) Intégration de la complémentaire dans l'assurance maladie comme en Alsace-Moselle (plus de 10 milliards d'euros annuels)
- (2) Augmentation des aides et de services des départements d'Haute-Normandie
- (3) Réguler l'installation des médecins et établir un service civique en fin d'études, le seul moyen pour (40% de postes vacants dans les hôpitaux)
- (4) Partager la charge (yeux, bruits, dents) et rembourser la dette sociale aux personnes âgées (15 à 20 milliards d'euros annuels)

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT

Fiche de recueil de contributions et propositions  
Grand Débat national  
Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOT

[Redacted area] .....

Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- Le mercredi 27 février à 18h à Albi, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- Le mercredi 27 février à 21h à Réalmont, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- Le jeudi 28 février à 18h à Castres, thème « démocratie et citoyenneté »
- Le jeudi 28 février à 21h à Brassac, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose ;

..... Quand on n'a plus d'argent, on cesse d'en dépenser.  
Ou bien on économise.....

- ..... l'éclairage de la ville :
- o placer des ampoules moins fortes dans les lampadaires.....
- o en éteindre une sur deux l'après-midi.....
- o limiter de moitié les illuminations de Noël.....
- o éclairer les stades avec le "grand jeu" au dernier moment.....
- o encourager les commerçants à modérer l'éclairage de leurs vitrines.....
- o écourter sérieusement le feu d'artifice du 14 juillet.....

..... Le chauffage des bâtiments publics (sauf les écoles)  
bureaux de poste, gares, hôtel des impôts, bâtiments attenants au  
Stad., etc. : On peut baisser de 3 degrés.....

- ..... Les décorations florales dans les ronds-points et parterres :
- o mettre moins de plantes (les espaces).....
- o choisir des plantes résistantes.....
- o arroser moins.....

..... Inviter les gens à balayer le trottoir qui longe leur maison.....

..... Augmenter le prix des alcools, faits comme on l'a fait pour le tabac.....

..... Ne plus faire les "Parapluies roses" : on commence à se demander →

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOT

ce qu'il y a sous cette affaire : sans doute des pots-de-vin.  
Les employés municipaux sont équipés pour ça -  
ou alors laisser le soin aux Assurances Maladie de prévenir les femmes.  
D'ailleurs l'ADECA le fait déjà et ça fonctionne très bien.  
L'argent des Parapluies Roses pourrait servir à équiper l'hôpital,  
ce qui éviterait d'aller dans les autres radiologiques privés.

- A Albi : pourquoi financer les travaux du circuit des Séquestre  
puisque il est privé ?

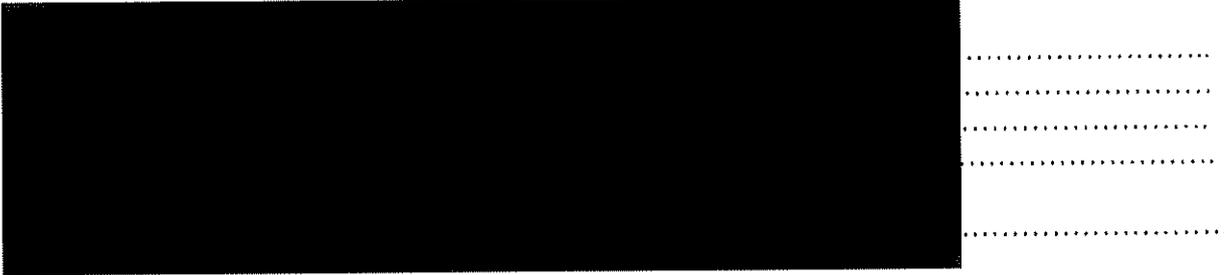
La ville ne risque-t-elle pas de s'endetter ?

- Albi-Mag pourrait être moins ... luxueuse.

Là où on ne peut pas économiser :

Une partie de l'argent ainsi économisé pourrait servir à aider  
les hôpitaux, les écoles, l'état des routes (quand la sécurité  
est en jeu) et avoir des policiers en plus.

Fiche de recueil de contributions et propositions  
Grand Débat national  
Permanence parlementaire – Philippe FOLLIOU



Je prends part au débat sur le thème de la réunion à laquelle je participe :

- Le mercredi 27 février à 18h à Albi, thème « la fiscalité et les dépenses publiques »
- Le mercredi 27 février à 21h à Réalmont, thème « l'organisation de l'État et des services publics »
- Le jeudi 28 février à 18h à Castres, thème « démocratie et citoyenneté »
- Le jeudi 28 février à 21h à Brassac, thème « la transition écologique »

Je contribue, je propose :

- Indexer les pensions des agents de la fonction publique d'état sur l'inflation.
- Diviser par 2 le nombre d'agents dans les administrations départementales, régionales, communales.
- Diviser par 2 le nombre de conseillers départementaux.
- Diviser par 2 le nombre de conseillers régionaux.
- Le taux d'intérêt du linet A devrait être taux d'inflation + 1% et limité à 20000€

Cette fiche sert de compte-rendu aux Grands débats organisés les 27 et 28 février par Philippe FOLLIOU